

Raoul Hedebouw

«Moi, je souhaite que le Parti socialiste se refasse une santé»

LES PHRASES CLÉS

«Les malheurs du Parti socialiste ne me réjouissent pas, l'implosion de la social-démocratie n'est pas une bonne nouvelle car on a besoin de toutes les forces pour reconstruire une hégémonie de la gauche.»

«Nous pouvons nous allier avec ceux qui prônent la désobéissance civile: le non-respect des traités européens de l'austérité.»

«Il faut des nationalisations dans deux secteurs stratégiques: les banques et l'énergie.»

INTERVIEW MARTIN BUXANT

Pour vous le dire sans détour, amis lecteurs, Raoul Hedebouw n'était pas notre premier choix. Enfin: Raoul Hedebouw, seul, n'était pas notre premier choix. Nous, nous aurions aimé un «débat des gauches», un choc des titans entre un PTB en pleine forme et un Parti socialiste en plein doute. C'était d'autant plus opportun que le président du PS s'est récemment fendu d'un bouquin où il formule des propositions très à gauche. Mais l'empereur Elio Di Rupo a décliné, fuyant le débat avec Raoul Hedebouw au prétexte qu'il risquait d'aviver «des polémiques» (sic) et que «ce n'était pas le moment» (resic)...

Voici donc Raoul Hedebouw. Seul.

Domage, quand même, ce débat impossible avec Elio Di Rupo. «Domage, oui, vraiment, entame le député Hedebouw. Parce qu'un débat constructif, c'est franchement positif. Mais ils (le Parti socialiste, NDLR) ne veulent pas débattre: je comprends, ils ont fonctionné pendant trente ans sans aucune concurrence sur leur gauche, alors aujourd'hui, ils doivent adapter leur software.» Les socialistes veulent réduire le temps de travail – sans perte de salaire, Ecolo aussi, d'ailleurs. «On peut se retrouver avec le PS, là-dessus, on peut vraiment, ça marche dans les pays scandinaves. Maintenant se pose la question de leur crédibilité: pendant 30 ans, ils ont eu l'occasion de faire passer ces mesures et ils ne l'ont pas fait.»

Cinq minutes d'interview, donc, et Raoul Hedebouw prend les socialistes à la gorge.

– On tente: le PS était dans des coalitions, dans une coalition, on ne fait pas ce qu'on veut, mais vous ne pouvez pas savoir ce qu'est un compromis vu que vous n'avez jamais oc-

cupé le pouvoir...

– «Mais eux ce n'était plus des compromis, c'était des compromissions: c'est ça, le problème. La social-démocratie a dominé le début des années 2000 et c'est les années où on a le plus libéralisé les secteurs publics, où on a chassé les chômeurs. Il faut faire un examen critique de ces années-là. Dire que c'était uniquement une question de coalition, ce n'est pas crédible. Les socialistes, du moins une partie, sont entrés dans le paradigme libéral et...»

– ... et les compromis sont la base du système...

– «Allez, je vous le dis dans L'Echo: je comprends le compromis et je peux accepter d'en faire, dans un rapport de forces, à un moment donné, je sais que je ne pourrai pas aller plus loin, obtenir davantage. Mais alors je ne vends pas un compromis comme une grande victoire pour la gauche: ça, je n'accepte pas. Les consolidations stratégiques de Di Rupo, ses privatisations, dire que sans lui ça aurait été pire, je ne l'accepte pas. Ce n'est pas bon, le PS doit reconnaître cela.» Ce n'est pas la voie choisie par Di Rupo, qui soutient que la privatisation de Belgacom était inéluctable. «Il n'y a pas de remise en cause fondamentale de ce qu'il a fait. Or aujourd'hui, on voit le résultat de cette politique: quelques grands acteurs télécoms se retrouvent en position quasiment monopolistique sur le marché européen. Ça n'a rien de concurrentiel: on a de grands monopoles qui bouffent les marchés nationaux, c'est à l'image de ce qui se passe dans le marché de l'énergie», s'emballa le porte-parole du PTB.

– Tandis que, vous, on connaît la chanson, vous arrivez au pouvoir et vous nationalisez tout ce qui bouge.

– «On trouve que les secteurs bancaire et énergétique doivent revenir dans le giron public. Le bancaire est symptomatique de là où nous mène la course au profit sans réflexion sur la société. On a gaspillé des milliards dans les banques et que nous rendent-elles aujourd'hui? Privatiser la CGER et le Crédit communal était une erreur fondamentale parce que nous n'avons plus les leviers en main pour activer l'épargne des gens et l'injecter dans une économie qui a du sens pour les gens. C'est une urgence aujourd'hui d'utiliser Belfius en ce sens. N'allons surtout pas revendre cette banque au privé», dit-il alors que les discussions sur l'IPO de la banque publique vont bon train au sein du gouvernement fédéral. Et il enchaîne: «Le privé, quand il y a des risques et des pertes, c'est l'État qui doit les assumer mais quand ça fonctionne, les bénéfices sont pour eux.» «La course au pognon», assène-t-il en guise d'argument massue.

Aux championnats du monde des caricatures, Raoul Hedebouw grimpe sur le podium. Tranquille. On le lui dit. La reven-

d'une partie des actifs de l'État, c'est pour financer la dette, faire baisser la charge des taux d'intérêt qui – au final – sont payés par tous les citoyens. «Mais si on veut vraiment réduire la dette, on doit relancer l'économie et le problème aujourd'hui c'est qu'il y a des milliards de liquidités qui restent bloqués dans les banques et les entreprises.» Il poursuit: «On doit nationaliser les banques. Attention: je ne parle pas de nationaliser la boucherie, la PME ou le salon de coiffure du coin, je parle de nationaliser deux des secteurs avec des fonctions structurantes pour notre économie: le bancaire et l'énergie. En énergie, quand on voit l'urgence de la

transition énergétique, on ne peut plus tergiverser: on doit réduire le CO₂ et tant qu'on est dépendant de l'économie de marché et des multinationales qui contrôlent le secteur, on n'y arrivera pas. Ce n'est pas à coups de subsides qu'on va régler l'affaire. Il faut forcer la main des grands groupes comme Engie, Electrabel et les autres.»

Son moteur est chaud, on tente de le refroidir. Avec ces nationalisations, le risque est énorme d'avoir des délocalisations massives et avec la fameuse «taxe sur les riches» que le PTB veut imposer, c'est carrément l'exode des capitaux qui menace. C'est volatil, le capital.

– Vous allez appauvrir les Belges, en fait, Raoul Hedebouw... (on a touché une corde sensible)

– «Non! Les rapports montrent qu'en France l'impôt sur la fortune n'a pas eu cet effet-là. Il n'y a que 1% d'assujettis à l'ISF qui ont fui la France. Et puis, taxer à 1% les fortunes de plus de 1,5 million d'euros, ce n'est quand même pas confiscatoire. C'est certain que ce n'est pas avec des mesures comme celle de Charles Michel sur les comptes-titres qu'on va arriver à un résultat. D'ailleurs, il n'y croit pas non plus. C'est l'apprenti-magicien: il ne sait même pas comment aller chercher ses 250 millions – l'estimation de ce que doit rapporter la taxe de 0,15% sur les comptes-titres de plus de 500.000 euros levée par le fédéral.

– Votre idéal de société, c'est une société sans riches, en fait.

– «Non, c'est une société où tout le monde est riche.»

– Pas possible.

– «Mais si, avec les technologies, on peut y arriver.»

– Ah bon? Comment rend-on tout le monde riche? Et puis, c'est quoi «être riches», pour le PTB?

«La société a les moyens de rendre tout le monde heureux avec de bonnes rentrées financières», martèle-t-il.

Charles Michel disait la semaine dernière dans ces colonnes: «Le communisme a amené de la pauvreté partout et a échoué partout.»

– Il se fâche: «Et le capitalisme, alors!?!»

Ah, ben, il n'a pas échoué partout, non...

«Oui mais le communisme ce n'est pas un modèle à copier-coller, la plupart des pays qui l'ont appliqué étaient des pays du tiers-monde, arriérés du point de vue scientifique.»

– Mais l'URSS n'était pas un pays du tiers-monde! L'entretien prend un tour historique.

«En 1917, il n'y avait plus rien en URSS, trois quarts de la population étaient analphabètes quand la révolution a eu lieu. On n'est effectivement pas ici dans la même situation, de toute façon, on a une tradition démocratique», dit-il, docement.

– Mais êtes-vous communiste, Raoul Hedebouw?

– «Oui, oui, je suis un communiste du XXI^e siècle, je ne répéterai pas les erreurs du passé.»

Comme les privations de liberté. Si le PTB arrive au pouvoir, on est en droit de craindre certaines dérives autoritaires.

Il s'emballa: «C'est tout à fait faux! On plaide pour le renforcement de la démocratie, au Parlement, en dehors du Parlement. Partout. Et on a une élite qui discute entre elle et confisque le débat. La séquence de cet été est encore exemplaire à cet égard: on aurait pu avoir un génial débat sur la transparence et la gouvernance, or on a eu

un débat privatisé par quelques présidents de parti qui sont restés calfeutrés dans leur cabinet. C'est triste, ce n'est pas la démocratie, pour moi. On veut élargir la démocratie. Lutter contre le racisme, c'est dans notre ADN, par exemple.»

Là, on embraye sur les bons sondages que son parti aligne de manière régulière depuis deux ans. «On reste sur terre. Je vais vous dire ceci: l'implosion de la social-démocratie à laquelle on est en train d'assister n'est pas une bonne nouvelle. J'aurais préféré que la gauche puisse être plus offensive et mène le débat. Les affaires Publifin et du Samusocial montrent combien l'ultralibéralisme s'est immiscé au cœur du PS, mais je le dis avec beaucoup de sincérité, ça ne me réjouit pas. Le PTB a encore beaucoup de travail, on a l'humilité de le savoir, on a encore beaucoup de travail avant de pouvoir dire qu'on incarne l'alternative nationale, l'espoir de la

gauche.»

Étonnant, alors que l'affaïssement du PS renforce son parti. Il poursuit: «Les sondages sont des sondages et deux ans, jusqu'aux élections, c'est encore long. Le PS va se refaire une santé et je le souhaite. Je répète: l'implosion de la social-démocratie n'est pas une bonne nouvelle, on doit reconstruire la gauche. Les défis sont énormes et il y a une hégémonie de gauche qui est à reconstruire. Et ce n'est pas le PTB seul qui peut y arriver, on doit travailler tous ensemble avec les syndicats et les associations et d'autres. Nous prendrons nos responsabilités par rapport à cela.»

On ne risque pas grand-chose, vu que le PTB refuse de prendre des responsabilités. «On n'obligera pas le PTB à appliquer les mesures de droite, ça n'arrivera pas, on ne fera pas l'erreur du PS et d'Ecolo. On aurait pu croire qu'Ecolo allait changer les choses en participant

au pouvoir, ça n'a pas été le cas. Nous, on ne tombera pas dans ce panneau.»

Rester au balcon, c'est plus facile. «On montera dans des majorités avec ceux qui nous diront: 'OK pour appliquer une désobéissance civile et ne plus appliquer tous ces traités qui obligent à l'austérité'. C'est très clair.»

C'est la révolution.

«Si on va sonner à la porte de la Commission européenne, ils vont nous répondre, non, pas touche aux traités. Et quoi? Un ministre PTB va courber l'échine et appliquer les traités? Non!»

Et un échevin PTB?

«Il faudra voir s'il y a des bourgmestres qui osent faire le choix de cette désobéissance civile. On n'est pas fermé à la discussion, il y a cinq ou six communes où le PTB est assez implanté. Mais il faut de l'entente et l'envie de faire un voyage ensemble. Les lignes bougent.»